

Postulat Raphaël Mahaim et consorts visant à dégager des pistes pour faire aboutir les négociations avec les communes dans le cadre de l'élaboration de la loi sur les écoles de musique

Développement

La Commission des finances du Grand Conseil propose d'amender le budget 2009 de l'Etat de Vaud pour y réintroduire l'enveloppe de 1.5 million supplémentaire pour les écoles de musique votée par le Grand Conseil lors des débats portant sur le budget 2008. En outre, par la voie d'un postulat déposé le 18 novembre 2008, le groupe radical demande au Conseil d'Etat d'élaborer un montage juridique permettant une stabilisation de cette subvention, ceci dans l'attente de l'entrée en vigueur de la future loi sur les écoles de musique.

Les postulants constatent que cette enveloppe supplémentaire de 1.5 million a été conçue comme une béquille provisoire pour les écoles de musique et ne saurait en aucun cas être une alternative durable au projet de loi actuellement en cours d'élaboration. Or, l'avant-projet mis en consultation s'est heurté à un certain nombre de critiques de la part des communes, en particulier concernant la question du financement, ce qui retarde d'autant l'échéance prévue pour l'entrée en vigueur de la loi. Le projet de loi ne pourra selon toute vraisemblance pas être présenté au Grand Conseil en 2008, contrairement à ce qui avait été annoncé par le Conseil d'Etat en décembre 2007 dans son rapport intermédiaire au sujet de la motion Pidoux.

Les postulants souhaitent que tout soit mis en œuvre pour que les négociations avec les communes sur le projet de loi soient poursuivies, voire intensifiées, et aboutissent au plus vite. Le présent postulat vise à donner des orientations et des pistes de réflexion à cette fin.

La première piste à explorer dans le cadre des négociations avec les communes est celle d'une augmentation de la part cantonale dans le financement. Selon le modèle proposé par l'avant-projet mis en consultation, la part mise à la charge des communes est nettement supérieure à la part cantonale. Il serait souhaitable que l'Etat fasse un geste d'apaisement envers les communes et consente à élever sa contribution au niveau de celle des communes. Une solution envisageable pourrait être une clé de répartition 1/3 à la charge de l'Etat, 1/3 à la charge des communes et 1/3 à la charge des parents (écolage), telle qu'elle se pratique dans d'autres cantons.

Le second point délicat au sujet de la contribution des communes est le mode de calcul de celle-ci. Le modèle proposé dans la variante 1 de l'avant-projet mis en consultation (contribution fixée en fonction du nombre d'habitants) représenterait une charge particulièrement importante pour les communes, en particulier pour les petites communes ne comptant que peu d'élèves suivant des cours de musique. Pour les négociations à venir, il est donc souhaitable d'abandonner le modèle 1 et de se concentrer sur un modèle de calcul combinant le nombre d'élèves et le nombre d'habitants (modèle 2). Ainsi, il serait possible de s'approcher du système pratiqué par exemple dans les communes de la Riviera, et qui donne entière satisfaction. Ceci ne représente toutefois qu'une piste de réflexion et les postulants ne souhaitent bien entendu pas exclure toute autre solution que le Conseil d'Etat pourrait élaborer de concert avec les communes.

Hormis la problématique du financement, l'une des critiques principales ayant été formulée lors de la consultation concerne la rigidité du découpage territorial. Afin d'éviter une régionalisation administrative excessivement complexe, le Conseil d'Etat est ainsi invité à élaborer un système plus souple, voire à renoncer au principe de territorialité. Dans l'hypothèse de la variante 2 concernant le financement, l'abandon de ce principe devrait être accompagné de mesures financières compensatoires. Par exemple, les écoles pourraient

procéder à des compensations financières entre elles en fonction du nombre d'élèves provenant d'autres régions.

Les postulants ont donc l'honneur de demander au Conseil d'Etat :

- **de poursuivre, voire d'intensifier les négociations avec les communes afin de trouver un compromis au sujet des modalités de financement des écoles de musique ;**
- **d'examiner la possibilité d'élever la participation cantonale au niveau de celle des communes ;**
- **de construire pour la part des communes un modèle de financement mixte (modèle 2 de l'avant-projet, soit partie fixe par habitant et partie variable selon nombre d'élèves) qui permette de soulager financièrement les petites communes n'ayant que très peu d'élèves suivant des cours dans les écoles de musique ou d'examiner tout autre modèle de financement allant dans le même sens;**
- **d'étudier l'opportunité d'abandonner le principe de territorialité et de prévoir des compensations financières entre écoles en fonction du nombre d'élèves provenant d'autres régions.**

Nous souhaitons développer ce postulat en plénum et demandons le renvoi à une commission.

Echichens, le 22 novembre 2008.

(Signé) *Raphaël Mahaim et 31 cosignataires*

M. Raphaël Mahaim : — La semaine passée, lors du dépôt du postulat Olivier Feller pour le groupe radical, nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer la question des écoles de musique. Le présent postulat vise à compléter le postulat Olivier Feller, auquel il ne s'oppose en rien. Il offre un soutien au Conseil d'Etat pour toutes les négociations qui auront lieu lors de l'élaboration de la loi sur les écoles de musique.

Vous savez certainement que certaines critiques ont été exprimées lors de la consultation sur le premier projet de loi. Ces critiques portant sur le financement en particulier, c'est dans le but de dégager des pistes pour trouver une solution quant au financement que je dépose ce postulat. Il propose déjà certaines pistes, mais il reste, évidemment, entendu que toute autre piste visant à faire aboutir le projet de loi sera la bienvenue.

Je citerai deux des pistes évoquées. Sur la question du financement et de sa répartition entre les communes, le canton et la finance d'écologie, je propose au Conseil d'Etat de réfléchir à une augmentation de la part cantonale permettant de diminuer la part des communes. En effet, il ressort de la consultation que les communes seraient amenées à supporter une part importante, voire trop importante, par rapport aux clés de répartition que l'on trouve dans d'autres cantons. C'est pourquoi je demande au Conseil d'Etat d'examiner cette première piste.

Une deuxième piste, que je vous cite à titre d'exemple, repose sur un modèle de financement plus souple que celui que propose l'avant-projet. Ce modèle de financement tiendrait compte, à la fois, du nombre d'habitants des communes, mais aussi du nombre d'élèves présents sur leur territoire, afin de soulager les petites communes dont très peu d'élèves suivent des cours de musique. La première variante proposée et mise en consultation faisait en effet peser sur les communes une charge importante, en particulier pour les petites communes qui ne comptent que très peu d'élèves sur leur territoire.

Ce ne sont que quelques pistes et je remercie d'avance le Conseil d'Etat pour le travail qu'il fera suite à ce postulat. J'ai demandé le renvoi en commission et nous aurons donc l'occasion d'en discuter.

La discussion n'est pas utilisée.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.